



# GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

N° 143.

DIMANCHE, 22 Mai 1808.

## EXTÉRIEUR.

### DANEMARK.

Copenhague, le 7 mai.

CINQ pêcheurs suédois qui avaient été amenés prisonniers, avec leurs barques et leurs filets, viennent d'obtenir leur liberté; le roi donna ordre que tous leurs effets leur fussent remis, et qu'on leur comptât en même tems à chacun une somme de 20 rixdallers. Ces pauvres gens ne pouvaient contenir leur joie; jamais ils ne s'étaient vus possesseurs d'une somme aussi considérable; ils mirent bientôt à la voile pour leur pays, et ne cessaient à leur départ de s'entretenir de la bonté d'un roi qui traite ses ennemis avec une générosité que rarement on déploie envers ses meilleurs amis. (Gazette de Hambourg.)

### ALLEMAGNE.

Francfort, le 15 mai.

S. A. S. le prince héréditaire de Mecklembourg-Schwerin est arrivé, le 11 de ce mois à Vurzburg, retournant dans ses Etats.

(Gazette de Franco.)

### BADÉ.

Manheim, le 15 mai.

S. A. R. le grand-duc est arrivé, hier, de Carlsruhe en cette ville. L'arrivée de S. A. R. a été annoncée au bruit du canon; la bourgeoisie était sous les armes. (Courier de l'Europe.)

### ANGLETERRE.

Londres, le 5 mai.

Le 6 mars, sir Richard Strachan, l'amiral Collingwood et Thornborough étaient à Palerme avec leurs escadres réunies. Ils n'avaient rien pu apprendre de l'escadre de Rochefort.

— Le 13 avril, lord Strangford a pris congé du roi pour se rendre au Brésil, comme envoyé extraordinaire de S. M.

— Les négocians, manufacturiers et autres habitants de Londres, intéressés dans le commerce des Etats-Unis d'Amérique, ont présenté au parlement une pétition dont voici la traduction littérale :

« Les pétitionnaires soussignés prévoient avec la plus vive inquiétude les suites alarmantes qu'auront pour eux certains ordres du cabinet donnés, est-il dit, pour la protection du commerce et de la navigation de la Grande-Bretagne; mais qui, après un mûr examen, leur ont paru extrêmement pernicieux. Les pétitionnaires reconnaissent qu'il est de leur devoir de faire le sacrifice de tout intérêt personnel, afin d'augmenter la force et les ressources de l'Etat dans la crise extraordinaire où se trouvent les affaires publiques. Si ce but pouvait être atteint au moyen du changement total que les ordres de cabinet en question opèrent dans le système commercial de ce pays et du monde entier, les pétitionnaires, quelle que grande que soit leur perte, s'y soumettraient sans murmurer. Mais en apprenant qu'en regard et cherche à faire regarder les susdits ordres de cabinet comme bienfaisans pour l'intérêt commercial du pays, ils croient remplir un devoir en exprimant leur inime conviction de la fausseté de cette opinion.

« Les pétitionnaires s'abstiennent d'exposer en détail leurs craintes, que ces mesures très-probablement interrompront la paix avec les Etats-Unis d'Amérique. Nos relations avec ce pays sont précieuses en tout tems; elles le sont infiniment plus dans ce moment où nous nous voyons exclus du continent européen. Nous avons à présent un véritable besoin de cette seule branche restante de notre commerce étranger, soit comme débouché de nos manufactures, soit comme marché où nous nous fournirons de plusieurs matières premières indispensables, de vivres et d'objets d'armement maritimes nécessaires pour notre subsistance et pour notre défense.

« Les pétitionnaires sont en état de prouver, à la satisfaction de la chambre, que la neutralité de l'Amérique a fourni les moyens d'introduire une quantité très-considérable de produits de notre sol et de nos manufactures dans les pays de nos nombreux ennemis où nous ne trouvons aucun accès immédiat.

« Ils prouveront en outre que la valeur des produits des manufactures britanniques, exportés aux Etats-Unis, s'élève annuellement à la somme de 10 millions de liv. sterl.

« Comme notre consommation des produits d'Amérique est très-loin de valoir cette somme, les seuls moyens de nous faire payer dérivent de la consommation des produits américains dans d'autres contrées. Mais cette consommation sera presque anéantie par les ordres de cabinet en question.

« Les pétitionnaires prouveront :

« Que les Américains, s'ils restent en paix avec nous, faute de demandes pour nos marchandises et par suite de la misère générale que les susdits ordres de cabinet doivent produire, se verront hors d'état de payer leurs dettes à l'Angleterre, dettes qui peuvent être estimées à 12 millions de liv. sterl.

« Que la neutralité de l'Amérique, loin d'être nuisible à l'intérêt commercial de l'Angleterre, lui est au contraire essentiellement utile.

« Que les produits de nos colonies des Indes-Occidentales, de notre empire dans les grandes Indes et de nos pêcheries de Terre-Neuve, ont souvent trouvé leur chemin à des marchés étrangers par l'intermédiaire des Américains;

« Enfin, que par l'anéantissement de la neutralité du seul Etat neutre qui restait, toute espèce de communication avec le reste du monde est rendue impossible et le commerce absolument détruit.

« Les pétitionnaires attendent de la sagesse des législateurs que la misère publique ne sera point aggravée par nos propres erreurs. S'ils en obtiennent la permission, ils démontreront tous les faits, sur lesquels se fonde leur conviction intime, que les susdits ordres de cabinet, spécialement funestes aux pétitionnaires, ont pour base l'opinion la plus erronée sur l'intérêt commercial de l'Empire. »

(Journal de l'Empire.)

## INTÉRIEUR.

Paris, le 21 mai.

La cour criminelle du département du Mont-Tonnerre, a condamné le 30 septembre 1807, le nommé Jean Partenheimes à une année de prison et à 1000 fr. d'amende, pour escroquerie en matière de conscription.

Le même tribunal a condamné le 7 novembre le nommé Michel Seyter, à six mois de prison, et à 1000 fr. d'amende, pour le même délit.

Par arrêt du même tribunal, le nommé Pierre Chameroy, ex-capitaine de recrutement, a été condamné à 500 fr. d'amende et à un an d'emprisonnement, pour s'être laissé corrompre et avoir favorisé des conscrits.

Le nommé Jean Laudman, chirurgien, a été condamné le 29 avril 1807, par le tribunal de police correctionnelle de Metz (Moselle), à 5000 fr. d'amende, et à deux ans d'emprisonnement, pour escroquerie en matière de conscription.

Le tribunal correctionnel d'Argentan (Orne), a condamné le 21 janvier d<sup>er</sup>, le nommé Vattier, cordonnier à Vimoutiers, à six mois de prison et à 600 fr. d'amende, aussi pour escroquerie en matière de conscription.

Le nommé Lefebure (Joachim) a été condamné le 4 novembre 1807, par le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais), à deux années de prison et à 3000 fr. d'amende, pour escroquerie en matière de conscription. Le même tribunal a condamné Depape, nommé juge de paix du canton de Norrent-Fontes, mais non installé, à la même peine, pour un délit du même genre.

Le nommé Betu (Jean) a été condamné, le 4 décembre 1807, par le tribunal correctionnel de Villefranche (Rhône), à un an de prison et à 300 fr. d'amende pour le même délit.

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Le 28 mai 1808, à midi, il sera procédé, à l'hôtel de S. Exc. le ministre de l'intérieur, rue de Grenelle, à l'adjudication définitive des travaux de maçonnerie à exécuter pour la construction des greniers de réserve, ordonnée par S. M. l'EMPEREUR ET ROI, le long du boulevard Bourdon.

Les rabais des soumissions à faire pour cette adjudication définitive, devront s'appliquer aux prix les plus bas des premières soumissions, et énoncés dans un extrait du devis général, dont des exemplaires seront fournis à ceux qui voudront faire des soumissions définitives.

Ces exemplaires sont déposés à la 3<sup>e</sup> division des bureaux du ministère, rue de Grenelle, où les entrepreneurs qui désireront concourir, pourront se présenter depuis onze heures jusqu'à trois, jusques et compris le 27 de ce mois.

Le lendemain, à midi, lesdites nouvelles soumissions seront ouvertes par le ministre lui-même, en présence de son conseil des bâtimens civils et de l'architecte chargé de la direction desdits travaux.

L'adjudication définitive sera prononcée sur cette dernière publication.

## MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 22 mars 1808, sur la demande de Jean-Baptiste Sicard, ménager à Basset-le-Bas,

Le tribunal de première instance à Gap, département des Hautes-Alpes, a déclaré l'absence de Jacques Sicard.

Par jugement du 17 février 1808, sur la demande de Genlain-François-Hector Taffin, demeurant à Nancy, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Nancy, département de la Meurthe, a déclaré l'absence d'Anne Hector.

Par jugement du 25 mars 1808, vu le résultat de l'enquête ordonnée sur la demande de Pierre Gentil,

Le tribunal de première instance à Fougères, département d'Ille-et-Villaine, a déclaré l'absence de René Gentil, frère du demandeur.

Par jugement du 9 avril 1808, vu l'enquête ordonnée sur la demande de Charlotte, et Charlotte-Françoise Guérin,

Le tribunal de première instance à Péronne, département de la Somme, a déclaré l'absence de Charles-Joseph Guérin, leur père, de la ville de Ham, lequel s'était engagé en 1791 dans le 87<sup>e</sup> régiment de ligne, et a passé en 1792 avec le second bataillon de ce régiment à Saint-Domingue.

Par jugement du 18 juillet 1807, sur la demande de Louis Guy, demeurant à Quisnie,

Le tribunal de première instance à Villefranche, département du Rhône, a déclaré l'absence de Jean Santallier.

Par jugement du 17 mars 1808, sur la demande de Marie-Anne Coulemont, femme Hente, demeurant à Cauvin,

Le tribunal de première instance à Béthune, département du Pas-de-Calais, a déclaré l'absence d'Augustin Hente, son mari.

Par jugement du 26 février 1808, sur la demande de Gabriel Ghislain, négociant, et de Marie-Antoinette Walrand, son épouse,

Le tribunal de première instance à Charleroy, département de Jemmappes, a déclaré l'absence de Jean-Baptiste Walrand.

## LOTÉRIE IMPÉRIALE.

Tirage de Lyon, du 19 mai.

20. 4. 46. 30. 54.



## NÉCROLOGIE.

Le 14 mai 1808, on a transféré à l'église de Sainte-Geneviève, pour y être inhumé, le corps de M. Pierre-Jean-Georges Cabanis, membre du Sénat-Conservateur, de l'Institut, de l'Ecole de Médecine de Paris, décédé à Rueil, près Meulan, le 6 mai. Cette translation a été précédée d'une cérémonie funèbre, célébrée dans l'église d'Auteuil, village où M. Cabanis avait fixé sa résidence, depuis plusieurs années, retenu sans doute par le double lien des souvenirs et de l'amitié (1). A cette solennité douloureuse et touchante, ont assisté des députations considérables du Sénat, de l'Institut, de l'Ecole de Médecine de Paris; les parens, les amis les plus intimes de M. Cabanis, et un grand nombre de personnes que la reconnaissance et les regrets avaient réunies, et presque confondues autour du cercueil de l'honorable collègue, de l'illustre confrère, de l'excellent ami, de l'homme de bien.

M. le sénateur Garat, ami de M. Cabanis, a prononcé dans cette séance de deuil, un discours dont l'émotion profonde de l'orateur et la mienne, m'auraient permis à peine de saisir le sens, si je n'avais partagé les sentimens exprimés d'une manière si touchante dans ce discours, et connu tous les titres de l'illustre défunt, aux regrets de ses contemporains, et aux souvenirs de la postérité.

Tout entier à sa pénible situation, M. Garat n'a fait aucun effort pour en sortir; on a vu évidemment que c'était moins un éloge qu'un dernier adieu. « O ! mon ami, lui a-t-il dit, je viens te parler pour la dernière fois; je viens déposer sur ton monument funèbre, le tribut de nos regrets; mais comment remplirai-je cette pénible tâche? comment pourrai-je trouver quelques paroles, lorsque ces images de la mort glacient ma pensée, lorsque la douleur étouffe ma voix, lorsque les mouvemens de mon âme me porteraient à me précipiter sur ton cercueil, et à y demeurer attaché, dans le silence et le recueillement de la consternation ! »

Dans une semblable situation, M. Garat s'est borné à jeter un coup-d'œil rapide sur la vie et les ouvrages de M. Cabanis, et a rappelé ses premiers essais littéraires, ses études sur Homère, ses travaux relatifs à la médecine, l'objet et le mérite de ces travaux; mais surtout, les qualités dominantes de son âme, qui donnaient tant de prix et de charme à son commerce, et qu'il a si bien, si constamment développées dans le sentiment exquis et continu de la bienfaisance et de l'amitié. Habituellement livré, par la direction de son esprit et par la nature de ses méditations, aux sentimens les plus élevés de la philanthropie, M. Cabanis ne s'oubliait jamais dans ces hautes affections, et savait les concilier avec les soins journaliers de la bienfaisance, avec les attentions délicates de l'amitié, et les sollicitudes tendres et détaillées, dont les personnes de sa famille et de son intimité étaient l'objet.

M. Cabanis consacra ses premiers travaux littéraires, à la langue grecque, et à une lecture approfondie des poèmes d'Homère, dont il a traduit plusieurs chants; il semblait vouloir se préparer, par la contemplation de ces tableaux antiques des beautés de la nature, à l'étude positive et scientifique de ses phénomènes, de ses lois.

Les langues modernes ne furent point négligées par M. Cabanis, qui d'ailleurs n'eut jamais le dessein d'employer cette connaissance pour des lectures multipliées; il avait trop de sagesse et d'élevation dans l'esprit, dit M. Garat, pour n'avoir pas aperçu de bonne heure, que la science des vérités n'est pas très-étendue; il voulait seulement pouvoir entendre et apprécier les auteurs originaux les plus recommandables, sans la translation toujours peu sûre de leur pensée dans une autre langue; et il apprit peut-être quatre ou cinq langues, pour connaître à fond une douzaine d'ouvrages du premier ordre.

M. Cabanis fit ses premières études médicales sous la direction de ce Dubreuil, dont il ne parlait jamais qu'avec la plus vive émotion; de ce Dubreuil, d'ailleurs si généreux, si éclairé, inspirant tant de confiance et d'intérêt à ses malades, qui devenaient ses amis, et au point que, lorsqu'il avait le malheur d'en perdre, c'était lui que l'on plaignait, et qui méritait en effet d'inspirer alors un tel sentiment.

M. Garat a rappelé d'une manière générale, l'objet et le mérite de plusieurs des ouvrages de M. Cabanis; il a montré sur-tout la direction constante des travaux auxquels son ami n'a cessé de se livrer, depuis le moment où il embrassa la profession de médecin, à l'exercice de laquelle les circonstances lui ont toujours permis de se livrer, avec une indépen-

dance et une liberté, dont la noblesse et la bienfaisance de son âme lui avaient fait un besoin.

J. L. MOREAU (de la Sarthe.)

## LITTÉRATURE.—HISTOIRE.

*Vie de George Washington*, général en chef des armées américaines, durant la guerre de l'indépendance, et président des Etats-Unis d'Amérique; composée sur ses Mémoires, qu'il a légués à son parent, le très-honorable Bushrod Washington; précédée d'un Précis de l'histoire des colonies fondées par les Anglais, sur le continent de l'Amérique septentrionale; rédigée par John Marshall, président de la cour suprême de justice des Etats-Unis; et traduite de l'anglais, par P. F. Henry (1).

## TROISIÈME ET DERNIER EXTRAIT.

(Voyez les nos 4 et 45 du Moniteur.)

Washington, dans sa retraite, s'occupa des institutions nécessaires à la prospérité de son pays. Il recommanda principalement de faciliter la navigation des grandes rivières qui arrosent la Virginie où il était né et faisait sa résidence. Suivant l'exemple qu'avait donné le congrès en décrétant qu'il se serait élevé, dans la ville où siégerait le gouvernement de l'Union, une statue équestre en l'honneur du commandant en chef, l'assemblée législative de cet Etat ordonna, la première fois qu'elle fut formée après la démission que Washington avait donnée, qu'il lui serait érigé une statue de marbre, au-dessous de laquelle on placerait une inscription qui rappellerait ses vertus et ses services. Cette même assemblée lui offrit aussi un don considérable; mais résolu de n'accepter aucune rétribution pécuniaire, il la pria d'appliquer à une institution utile la valeur du présent qu'elle voulait lui faire. Son vœu fut accompli, et l'on fonda deux maisons pour l'instruction de la jeunesse.

Les officiers de l'armée américaine virent avec une sorte de regret s'approcher l'instant où ils devaient quitter pour jamais leurs drapeaux. Pour perpétuer le souvenir des liaisons intimes qu'ils avaient formées dans les camps, ils arrêterent entr'eux qu'ils se constitueraient en société d'amis, et que chaque membre, à sa mort, serait remplacé par son fils aîné, ou par quelqu'un de ses parens, jugé digne de cet honneur. D'après le nom de ce Romain célèbre qui, en quittant le commandement des armées, se livra aux travaux de l'agriculture, leur réunion s'appela *Société de Cincinnatus*. La marque distinctive que portent ceux qui en sont membres, est une médaille représentant l'Aigle américaine et suspendue à un ruban bleu foncé et liséré de blanc, emblème de l'union de l'Amérique et de la France. Les ministres qui avaient représenté à Philadelphie S. M. T. C.; les amiraux français qui avaient commandé des flottes dans les mers d'Amérique; le comte de Rochambeau; les généraux et les colonels des troupes françaises qui avaient servi dans les Etats-Unis, reçurent cette décoration et furent invités à se considérer comme membres de la Société, à la tête de laquelle le commandant en chef fut prié de se placer. L'union et l'honneur national furent déclarés les principes immuables de cette institution, dont l'objet principal est de transmettre à la postérité le souvenir de la révolution d'Amérique, et de faciliter des actes de bienfaisance envers ceux des officiers américains qui, soit pour eux-mêmes, soit pour leur famille, auraient besoin de secours.

Ce projet se réalisa sans essayer une opposition directe; mais bientôt l'établissement de la Société de Cincinnatus excita une fermentation générale. Washington ne put voir avec indifférence cet état des choses. Les renseignemens qu'il prit le convainquirent que l'agitation des esprits ne provenait point d'un sentiment de haine contre l'armée, et qu'elle n'était causée que par la crainte que l'égalité civile ne fût en danger. En conséquence, il engagea la Société à renoncer au principe d'hérédité et à la faculté de recevoir des membres honoraires. Depuis ce changement, les Cincinnatus ont été considérés comme des frères par leurs concitoyens.

On n'avait pas tardé à reconnaître les défauts de la constitution que le congrès avait rédigée au milieu des troubles de la révolution. Une convention, tenue à Philadelphie le 2 mai 1787, traça le plan de l'acte constitutionnel qui est ac-

(1) Cinq gros volumes in-8°, sur papier carré fin d'Auvergne, accompagnés d'un bel atlas de 16 planches, gravées avec le plus grand soin par d'habiles artistes, contenant le portrait de Washington, plusieurs vues, plans de batailles et cartes revues avec soin. Prix, 36 fr.

Il a été tiré quelques exemplaires, papier velin d'Annonay, les épreuves avant la lettre, et dont il ne reste plus que très-peu d'exemplaires. Prix, reliés à la Bradel, 78 fr.

Pour recevoir franc de port par la poste, il faut ajouter 10 fr.

A Paris, chez Dentu, imprimeur-libraire, éditeur de la Géographie de Pinkerton, rue du Pont-de-Lodi, n° 3; ci-devant quai des Augustins, n° 17.

tuellement en vigueur. Washington, en remettant sa commission de commandant en chef, avait déclaré au congrès qu'il renonçait à toute fonction publique. On eut donc beaucoup de peine à le déterminer à être membre de la convention de Philadelphie, et il fallut employer de plus grands efforts pour l'engager à accepter la présidence ou la magistrature suprême des Etats-Unis.

La confiance en sa sagesse, en sa fermeté et en son désintéressement était si générale, que, quoique deux partis puissans fussent fortement déclarés l'un contre l'autre, cette place éminente fut conférée à Washington, à l'unanimité des suffrages. Joignant la modestie à l'abnégation de lui-même, « je desire, dit-il en ouvrant l'acte de son élection, qu'on n'ait pas à se repentir du choix qu'on a fait; car je ne puis promettre que de la probité et du zèle. » L'expédition des affaires demandant sa présence, il hâta son départ. Il voulait dérober sa marche à la connaissance du public; il ne put y parvenir: une foule de peuple se trouva sur son passage pour saluer l'homme qui, après avoir si puissamment contribué à conquérir la liberté, était appelé à la fixer; et des compagnies, composées des citoyens les plus distingués, formèrent à Washington une escorte dans chaque Etat. L'installation du président se fit le 3 avril 1789. Lorsqu'il eut prêté le serment prescrit par la constitution, il prononça un discours où l'on remarque ce passage si digne d'être médité par tous les hommes d'état. « Il n'y a point de vérité plus fortement établie que celle qui existe dans l'ordre des choses humaines, une union intime entre la vertu et le bonheur, entre une politique généreuse et la prospérité publique. Jamais les faveurs du Ciel ne se répandent sur une nation qui méprise les règles de justice qu'il a proclamées lui-même. »

L'organisation des divers départemens de la puissance exécutive fut le premier objet des soins du congrès tenu en vertu du nouvel acte constitutionnel; et le président à qui appartenait le choix des ministres, ne le fit tomber que sur des hommes en état de remplir leurs fonctions de la manière la plus honorable et la plus avantageuse pour la confédération. La célébrité qu'ont justement acquise deux d'entre ceux avec lesquels Washington partagea les soins du gouvernement, semble exiger que nous copions les portraits qu'en a tracés M. Marshall. « M. Jefferson, dit-il, fut mis à la tête du département des affaires étrangères, qui fut ensuite appelé département d'Etat. Destiné au barreau, il s'était fait de bonne heure un grand nom dans la science de la politique. Il avait été membre du second congrès et fut nommé à une mission diplomatique qu'il refusa. Il fut alors élu gouverneur de la Virginie, place qu'il occupa l'espace de deux ans. Il représenta ensuite cet Etat dans les conseils de l'union; et en l'année 1784, il alla remplacer le docteur Franklin près la cour de Versailles. La manière dont il remplit cette ambassade accrut infiniment sa réputation. Ses notes sur la Virginie lui ont mérité de grands éloges et sont considérées généralement comme des preuves de ses talens littéraires, et de la justesse de ses opinions politiques. L'Amérique le comptait depuis longtemps parmi ses citoyens les plus recommandables, et Washington le regardait comme un de ceux qui étaient le plus en état de servir utilement la nation. Il avait obtenu un congé de quelque temps, et ce fut pendant sa traversée pour se rendre dans les Etats-Unis, qu'il fut nommé secrétaire-d'état. A son arrivée dans la Virginie, il trouva une lettre du président, qui lui laissa l'option entre cette place et celle d'ambassadeur près la cour de Versailles. Il parut qu'il aurait préféré la dernière, et qu'en acceptant l'autre, il céda plus aux desirs du premier magistrat qu'aux siens. »

Le département du trésor public fut confié au colonel Hamilton qui servit d'abord de la plume, et bientôt après de l'épée la révolution d'Amérique. Ses talens l'avaient fait distinguer par le commandant en chef qui lui avait offert une place dans son état-major. Hamilton n'avait pas encore vingt-un ans accomplis à cette époque. Aussi brave qu'intelligent, il s'acquittait l'estime et la confiance de son général et des principaux officiers de l'armée. Lorsque tout annonça que la guerre allait cesser, il accepta une place dans le congrès. Il s'y fit remarquer parmi les hommes recommandables que les dangers de leur pays y avaient rassemblés. Il s'était fait une grande réputation, tant dans le métier des armes que dans les affaires. Ses manières franches, la chaleur de ses sentimens et sa sincérité lui avaient concilié l'affection d'un grand nombre de gens de mérite. A des talens transcendans il joignait une patience et une industrie, qui ne sont pas toujours l'appanage du génie, mais qui rendaient Hamilton propre à vaincre les difficultés que devait éprouver tout ministre mis à la tête des finances de la confédération (2).

(2) Le colonel Hamilton a été, il y a environ trois ans, tué en duel par le colonel Burr, qui a été accusé récemment d'avoir voulu démembrer le Kentucky du territoire de l'Union.

(1) La tombe de M<sup>me</sup> Helvétius se trouve à Auteuil, où M. le sénateur de Praslin et son épouse, amis intimes de M. Cabanis, passaient une grande partie de l'année: à Auteuil, où demeure aussi M. le sénateur Desint-Tracy, qui aimait tendrement M. Cabanis, et qui en fut si tendrement aimé.



Le département de la guerre avait déjà pour chef, lorsque la nouvelle constitution fut établie, le général Knox, qui à une intégrité reconnue, joignait un jugement solide; et l'opinion publique se réunit à celle du premier magistrat, pour prononcer que cet officier était digne en tout de la place qu'il occupait.

Enfin l'office de procureur-général (*attorney general*) fut confié à M. Randolph qui était renommé pour ses connaissances en politique et en jurisprudence, et avait été gouverneur de l'Etat de Virginie.

L'administration de Washington fut très-orageuse. Il s'agissait de tirer les conséquences des principes posés dans le nouvel acte constitutionnel; et, comme nous venons de le dire, les deux partis entre lesquels se partageait presque toute la nation, avaient des opinions diamétralement opposées. Mais ce qui occasionna le plus d'agitation dans les Etats-Unis, ce furent les effets qu'y produisirent la révolution française et la guerre qui éclata ensuite entre la France et la Grande-Bretagne. La conjoncture était extrêmement critique pour le premier magistrat de l'Union, et nous ne prétendons pas décider si le système de neutralité qu'il adopta fut ce qu'il pouvait y avoir de plus favorable aux intérêts de son pays; mais on peut affirmer que Washington fut guidé par des motifs purs, et qu'il s'appuya sur des principes dont plusieurs prouvaient la solidité de son jugement. Nous citerons à ce sujet la persuasion où il était que le gouvernement républicain ne pouvait subsister en France.

M. Marshall, après avoir consacré un grand nombre de pages très-intéressantes à décrire les embarras du gouvernement des Etats-Unis, lorsque Washington en prit les rênes, et durant les huit années où il les tint, présente le résumé suivant pour l'époque où ce grand-homme les laissa passer en d'autres mains: « Le crédit était établi sûrement; on avait consolidé d'une manière qui avait contenté les créanciers, une dette nationale immense; on avait surmonté les obstacles qui s'opposaient à l'établissement d'un système de taxes intérieures; l'autorité du gouvernement s'était affermie; des fonds étaient assignés pour la réduction graduelle de la dette publique, et le système qui devait l'éteindre totalement avait été mûri et adopté; l'agriculture et le commerce s'étaient accrus d'une manière sans exemple; la force des armes et la justice avaient contraint les belliqueuses tribus d'Indiens qui habitent le pays immense situé entre les terres cultivées et le Mississippi, à respecter les Etats-Unis et à vivre en paix; après avoir accompli cet objet, on avait pourvu aux moyens d'introduire la civilisation parmi elles, et de leur procurer les articles de commerce qui en améliorant leur état, devaient assurer leur attachement.

» Au-dehors les différends avec l'Espagne avaient été réglés à l'amiable; on avait obtenu la libre navigation du Mississippi; la Nouvelle-Orléans avait été désignée pour servir d'entrepôt durant trois ans, et même jusqu'à ce qu'une autre place aussi commode eût été indiquée. Les sujets de mécontentement réciproque qui avaient été sur le point d'allumer la guerre entre les Etats-Unis et la nation que, sous le rapport de la marine et du commerce, on considère comme la plus puissante qu'il y ait dans l'Univers, avaient été détruits; et les postes militaires situés sur les lacs, avaient été évacués. On avait traité avec Alger et avec Tripoli; les Tunisiens n'avaient point fait de prises; et de la sorte la Méditerranée était ouverte aux marins américains.

» A la vérité, le mécontentement de la France obscurcissait en partie ce tableau. Ceux qui ont examiné les points qui divisaient les deux nations, pourront démêler les causes auxquelles il doit être attribué, et juger si le pouvoir exécutif américain était le maître de les empêcher de naître.

Washington fut porté deux fois et toujours avec répugnance de sa part, à la magistrature suprême des Etats-Unis. Voyant le gouvernement consolidé, et sentant diminuer ses forces, il prit la détermination de passer dans la retraite le reste de ses jours. Mais en renonçant pour jamais à toute fonction publique, il crut devoir donner à ses concitoyens un nouveau témoignage de son attachement pour eux, et il leur adressa une lettre où il avait renfermé des conseils dictés par le patriotisme et par une sagesse consommée.

Cette lettre était terminée de la manière suivante:

« Quoiqu'en examinant tous les actes de mon administration, je ne me trouve coupable d'aucune faute volontaire, je connais trop mes imperfections pour croire que je n'ai pas commis beaucoup d'erreurs. Je prie Dieu de daigner détourner, ou du moins adoucir les maux qui pourraient en être les résultats. J'emporterai l'espérance que mes concitoyens ne cesseront jamais de voir ces erreurs avec indulgence, et qu'après avoir consacré 45 années de ma vie à les servir avec zèle, le souvenir des fautes que j'ai pu commettre sera ense-

veli dans la tombe où je vais bientôt descendre. Comptant sur une bienveillance que j'ai tant éprouvée, et ressentant un ardent amour pour mon pays, pour ce sol qui m'a vu naître, et que mes ayeux ont habité pendant plusieurs générations, je jouis d'avance du plaisir que je me promets de goûter dans ma retraite, celui de vivre sous des lois sages et sous un gouvernement libre, cet objet de mes vœux, et j'ose le croire, ce prix de nos soins, mutuels, de nos travaux et des dangers que nous avons tous courus.

Washington, lorsqu'il eut reçu le serment de son successeur, M. Adams, s'empressa d'aller au Mont-Vernon, pour de cette félicité réelle qu'il avait si ardemment désirée. Les témoignages de respect et d'affection que ses concitoyens lui avaient donnés dans toutes les occasions importantes, l'attendaient encore à son passage. Ce fut vainement qu'il voulut tenir secret son voyage. Les habitants les plus notables des lieux qu'il traversa, s'empressèrent de faire éclater leurs sentiments pour l'homme qui était considéré comme le premier citoyen d'Amérique. Enfin, différentes assemblées législatives et des citoyens de toutes les classes continuèrent à lui faire parvenir long-tems après sa retraite des adresses où était exprimée la haute opinion qu'on avait de ses services.

Lorsque la mésintelligence fut parvenue au point de faire craindre une rupture entre les deux puissances, le gouvernement américain résolut de confier à Washington le commandement suprême des armées qui seraient destinées à repousser l'invasion qu'on redoutait. Mais, pour le bonheur des deux nations, celui qui était destiné à réparer tant de fautes ou de malheurs n'eut pas plutôt saisi les rênes de l'Empire français qu'il replaça la France et les Etats-Unis dans une situation dont ils n'auraient jamais dû sortir.

Washington ne vécut point assez pour voir la paix rendue à sa patrie. Une maladie inflammatoire qui dura à peine 24 heures l'enleva le 14 décembre 1798. Le mercredi suivant, son corps auquel une foule de citoyens s'empressèrent de rendre les derniers devoirs, fut, après avoir reçu sous les honneurs militaires, descendu avec les cérémonies de la religion, dans le tombeau de sa famille au Mont-Vernon.

A la nouvelle de la mort de Washington, les deux chambres du congrès s'ajournerent. S'étant rassemblées le lendemain, elles nommèrent deux commissions qui, après avoir concerté entre elles la manière dont on exprimerait les sentiments que cet événement funeste faisait éprouver à la nation, proposèrent les résolutions suivantes:

« Les Etats-Unis feront élever dans la ville fédérale un monument de marbre, et la famille du général Washington sera priée de permettre que son corps y soit déposé.

» Le jeudi, 26 du présent mois (décembre 1798), les deux chambres se rendront en cérémonie au temple luthérien. Le président du sénat et l'orateur de la chambre se réuniront pour inviter un des membres du congrès à prononcer une oraison funèbre.

» Les citoyens des Etats-Unis seront invités à porter en signe de deuil, pendant trente jours, un crêpe au bras gauche.

» Le président sera invité à transmettre à mistress Washington une copie des présentes résolutions, à l'assurer que le congrès aura toujours pour elle le plus profond respect, à lui exprimer la douleur dont ce dernier décret de la Providence a pénétré tous les délégués de la nation, et à la prier de permettre que les restes du général soient inhumés de la manière qui est indiquée dans la première résolution.

» Le président sera prié d'adresser au peuple des Etats-Unis, une proclamation pour lui faire connaître l'invitation contenue dans la troisième résolution.

Ce fut à l'unanimité des suffrages que furent prises ces résolutions; toute la nation parut en deuil; le congrès se rendit solennellement au temple indiqué; et le général Lee, l'un des officiers qui s'étaient le plus signalés dans la guerre de l'indépendance, prononça une oraison funèbre qui fut écoutée avec l'intérêt le plus vif.

Nous avons déjà rappelé les éclatants témoignages de respect et de considération que le puissant régénérateur de la France a fait donner au héros américain. La reconnaissance a eu part à ceux que les concitoyens de Washington ont prodigués à sa mémoire; mais les honneurs qui lui ont été décernés parmi nous, il ne les a dus qu'à la réunion des plus rares talents et des plus sublimes vertus. On sait avec quel rare talent l'orateur, qui a été choisi pour célébrer les grandes actions du plus illustre des fondateurs de l'Empire américain, s'est acquitté de cette mission honorable.

Washington, dit M. Marshall, en traçant le portrait de ce grand homme, était d'une taille assez élevée, et toute sa personne annonçait la réunion, de la force et de la grâce; ses manières

étaient réservées, mais elles n'avaient point cette dureté, cette sécheresse qui accompagnent ordinairement la réserve, lorsqu'elle est portée à l'excès. Il goûtait dans les charmes de la conversation un plaisir qu'il était facile de lire sur son front; une dignité naturelle que remarqueaient tous ceux qui approchaient de lui; était répandue sur sa personne; et les sentiments qu'il inspirait aux hommes qu'il honorait de son amitié, étaient respectueux; quoiqu'ils fussent passés onnés; il était d'un naturel humain, bienveillant et d'un esprit conciliant. Cependant tout ce qui lui paraissait injurieux ou choquant, irritait sa sensibilité, mais le tems lui avait appris à la modérer; il apportait toute l'exactitude possible dans l'administration de ses affaires, et il joignait l'économie à la libéralité; il n'avait aucune prétention à cette vivacité qui étonne, à cet esprit qui éblouit. Plus de solidité que d'éclat, plus de bon sens que de génie, était ce qui le distinguait le plus sous le rapport des facultés intellectuelles.

Comme guerrier, Washington était brave; et à-la-fois circonspect et entreprenant. Si ses campagnes ne sont pas remarquables par de grands exploits, elles offrent une suite de mesures judiciaires qui étaient adaptées aux circonstances, et qui probablement ont sauvé son pays. Ce n'est pas une faible preuve de mérite que, quoiqu'il n'eût qu'une armée mal équipée, et inférieure en nombre et en discipline à celle de l'ennemi, on n'ait pu remporter sur Washington aucun avantage décisif, et qu'il n'ait jamais perdu l'occasion de frapper un grand coup. On l'a nommé le *Fabius de l'Amérique*; mais en comparant ses actions au peu de forces dont il pouvait disposer, on reconnaît qu'il tenait tout autant de Marcellus que du temporisateur romain.

A la tête du gouvernement, comme à la tête de l'armée, Washington prouva constamment qu'il était doué d'un jugement sain. Attaché à ses devoirs, et ne se proposant que le bien public pour objet, il prévoyait tous les dangers que l'Etat pouvait courir, et il avisait aux moyens qu'il serait nécessaire de prendre pour les prévenir. Il écoutait avec impartialité les raisonnemens qu'on faisait pour ou contre une proposition; il suspendait son jugement jusqu'à ce qu'il fût tems qu'il se décidât; mais sa résolution une fois prise, il y persistait invariablement. Vraiment républicain, il était dévoué à la constitution de son pays et au système d'égalité politique qui en est la base. Mais, il y a entre une république bien organisée et une démocratie, continue M. Marshall, la même différence qu'entre l'ordre et le chaos. Washington pensait que la véritable liberté ne pouvait se maintenir que par l'autorité des lois, et, selon lui, aucun homme ne ressemblait moins à un patriote qu'un démagogue. Jamais il n'y eut de magistrat plus incorruptible, ni plus exempt de ces viles passions qu'entretient l'esprit de parti. Ne nourrissant aucun projet contraire au bien public, il n'avouait aucun motif qu'il n'eût réellement. Ce fut un de ces hommes d'état si rares, qui n'ont jamais employé l'artifice; et toutes les déclarations qu'il a faites aux puissances étrangères et à ses concitoyens, ont toujours été conformes à la vérité.

Les longs articles que nous avons consacrés à l'analyse de la *Vie de Washington*, suffiront peut-être pour démontrer l'importance et le mérite de cet ouvrage, qui devait nécessairement sortir des limites étroites de la biographie. Washington ayant été commandant en chef des troupes américaines tout le tems qu'a duré la guerre de l'indépendance, il convenait d'en décrire toutes les particularités, et de retracer les causes qui l'ont amenée, ainsi que les résultats divers qu'elle a eus. Cette guerre fut à peine terminée, que celui dont la prudence, le courage et les talents l'avaient conduite à une si heureuse fin, se vit placé à la tête du gouvernement de son pays, et appelé à donner de la consistance à un système fondé bien plus sur la théorie que sur la pratique. L'histoire de l'administration de Washington ne pouvait donc manquer de former un tableau du plus grand intérêt. M. Marshall l'a renfermé en un seul volume qui est le cinquième de son ouvrage, et qui n'en est pas le moins curieux. Ce n'est que là même qu'on peut puiser une connaissance exacte des partis et des opinions qui divisent et qui gouvernent un peuple que le nombre toujours croissant de ceux qui le composent, que son industrie, que la position et l'étendue de son territoire destinent à jouer un grand rôle. Ainsi, nous ne doutons pas, et l'effet commence à prouver cette assertion, que les hommes qui se plaisent à des lectures instructives, ne s'empressent de rechercher un livre composé avec ordre, sur un sujet extrêmement riche et varié, un livre semé de réflexions judicieuses et utiles, et écrit d'un style à-la-fois noble et simple. D.

## SPECTACLES.

Le théâtre de l'Opéra-Comique a donné l'un de ces derniers jours la première représentation



*d'Amour et mauvaise tête, ou la Réputation* : ce titre assez singulier avait excité quelque curiosité ; il y avait du monde ; et quoique la pièce ait été assez vivement applaudie, quoique le dénouement seul ait été sifflé, quoique les auteurs demandés aient été nommés, nous étions, de bonne foi, dans la plus intime persuasion que l'ouvrage ne reverrait pas le jour. Nous regardions sa chute comme complète, et nous croyions bien qu'il en serait de la pièce comme de celle dont parle Rivelot, que l'on donna pour la dernière fois le jour de sa première représentation.

Nous étions dans l'erreur, la nouvelle comédie mêlée d'ariettes, c'est son titre, a été donnée une seconde fois, et au moment où nous écrivons, elle est annoncée pour la troisième, elle a même été traitée avec une très-grande bienveillance dans quelques-unes de nos feuilles publiques ; nous ne pouvons donc raisonnablement la ranger au nombre de celles sur le destin fatal desquelles il nous arrive de garder le silence ; ce silence est excusable quand la chute a été mortelle ; ici il y a résurrection, c'est à-dire miracle, il faut au moins consigner le fait.

L'auteur de la pièce nouvelle n'est encore connu par aucune production dramatique : il s'est fait annoncer sous le nom d'*Alexis* ; que ce nom soit patronymique, de famille, ou pseudonyme, il n'importe, c'est celui dont on a fait la déclaration au public, ou plutôt à la partie des spectateurs qui le demandaient avec tant d'instance qu'on voyait bien qu'ils n'avaient aucun besoin de l'apprendre. Le compositeur est M. Pacini : il y a quelques années, nous aurions dit *il Signor* ; mais un si grand nombre d'Italiens introduits aujourd'hui dans le cercle de nos professeurs et de nos artistes, sont véritablement naturalisés parmi nous, que toute dénomination étrangère deviendrait désormais ridicule. M. Pacini, connu par des productions musicales agréables, avait fait l'essai de ses forces en composant une nouvelle musique pour *Isabelle et Gertrude* : il n'eut en cela qu'un tort, le choix de son sujet. On ne trouva pas la musique nouvelle mauvaise, mais beaucoup de personnes regretteront l'ancienne ; la même chose était arrivée à des compositeurs dont la réputation était faite ; M. Pacini n'eut pas lieu de s'en étonner.

Il a encore cette fois fait un mauvais choix, et serait à cet égard digne de quelque reproche d'imprudence, si un compositeur étranger était toujours le maître de ces sortes de choix, et si le désir bien naturel de se faire connaître, lui permettait toujours d'être scrupuleux et difficile.

Le sujet de la pièce nouvelle est d'une extrême faiblesse, l'intrigue presque nulle ; et quelques traits du dialogue excepté, traits naturels et plaisants, l'ouvrage n'était pas de nature à éveiller la verve d'un musicien. Le but de la pièce est moral ; il consiste à présenter le ridicule et le danger pour un jeune homme bien né de prétendre à la réputation de mauvaise tête, d'afficher le désordre, d'affecter l'étourderie et le caractère des spadassins. Ici la leçon est donnée à un jeune homme entiché de ce défaut, au moyen d'une supposition de nom qui le force à se voir tel qu'il est sous les traits d'un autre, et à reconnaître combien il est instant qu'il se corrige. On conçoit bien qu'une intrigue amoureuse est liée à cette idée, et qu'au dénouement l'étourdi se trouve tout-à-coup converti et marié : c'est cette conversion subite, et ce mariage, sorte de final obligé, dans les opéra comiques, qui ont fait éclater la mauvaise humeur du public : jusque-là il avait très-patiemment supporté le vuide des scènes, la faiblesse de l'intrigue et la nullité du dialogue : il avait pardonné au musicien de placer avec peu d'adresse des morceaux en général très-faibles, de les multiplier à l'excès, et de faire à-peu-près disparaître l'auteur pour se montrer seul à la place, ornant un simple canevas de quelques phrases de chant, avec lesquelles sont trop familiarisés ceux qui suivent le théâtre italien.

A ce dernier théâtre, l'Opéra-Comique attire un assez grand nombre d'amateurs, en exécutant *Il Credulo* de Cimarosa. Il est très-vraisemblable que cet ouvrage n'était pas en un seul acte, et qu'on l'a réduit à cette coupe pour pouvoir, à l'imitation de la scène française, donner deux petits opéras. L'expérience apprendra si ce procédé est à-la-fois conforme au bon goût, et aux véritables intérêts du théâtre : quoi qu'il en soit, dans cette production, Cimarosa n'est pas toujours reconnu, et s'il y a eu réduction, au moins il paraît qu'on se l'est permise sur un des ouvrages auxquels Cimarosa attachait peu d'importance. La pièce au reste est bien jouée et surtout très-bien chantée ; M<sup>me</sup> Barilli y donne une nouvelle preuve de cette exquise pureté, de cette justesse parfaite qui constituent son talent, et qui l'ont fait nommer *l'Infaillible* : cependant les éloges qu'on lui donne, et les applaudissements qu'elle

reçoit lorsqu'elle chante des airs de force, de véritables airs de bravoure, ne seraient-ils pas à-la-fois indiscrets, dangereux et maladroits ?

Ne forçons point notre talent,  
Nous ne ferions rien avec grace.

Les vrais amis du talent de M<sup>me</sup> Barilli sont ceux qui lui conseilleront de ne jamais sortir du cercle que la nature lui a tracé, et dans lequel elle est véritablement parfaite.

Les représentations de l'opéra nouveau offrent d'ailleurs un autre motif d'intérêt, le début de M<sup>me</sup> Mosca, épouse du compositeur de ce nom : cette cantatrice a un assez beau *contralto* ; elle rappelle singulièrement M<sup>me</sup> Ferlendis qu'elle est destinée à remplacer, et dans les rôles de laquelle elle doit paraître avec avantage ; elle nous rendra sans doute le joli opéra de la *Capriciosa pentita*, et mettra la troupe actuelle en état de donner des ouvrages plus complets et plus justement célèbres que quelques-uns de ceux dont se compose en ce moment son répertoire. S....

#### CONSERVATOIRE IMPÉRIAL DE MUSIQUE.

*Dixième et dernier exercice des Elèves, auj. 22 mai 1808, à deux heures après-midi, dans la salle du Conservatoire.*

##### PROGRAMME.

- 1<sup>o</sup>. Ouverture de *Timoléon*, de M. Méhul.
- 2<sup>o</sup>. Air d'*Endymion*, de Piccini, chanté par M<sup>lle</sup> Himm.
- 3<sup>o</sup>. Concerto de violon de Viotti, exécuté par M. Mazas.
- 4<sup>o</sup>. Trio de *Faniska*, de M. Chérubini, chanté par M<sup>lles</sup> Himm, Duchamp et M. Eloy.
- 5<sup>o</sup>. Thème varié pour le violon, composé et exécuté par M. Mazas.
- 8<sup>o</sup>. Air de Weigle, chanté par M<sup>lle</sup> Himm.
- 6<sup>o</sup>. Symphonie d'Haydn.

Les cartes d'entrées se prennent au bureau des recettes des exercices du Conservatoire.

Prix des places : Premières loges, 5 fr. ; loges du rez-de-chaussée, 4 fr. ; galeries hautes et basses et parquet, 3 fr.

Les personnes qui desiront des loges, sont priées d'en faire retirer les coupons avant midi le jour de l'exécution.

#### COURS.

*Cours de physique expérimental et théorique.*

M. Tremery commencera ce cours mercredi 25 mai 1808, à midi précis, dans son cabinet de physique, quai Voltaire, n<sup>o</sup> 1, au coin de la rue des Saints-Pères.

Les leçons auront lieu à midi précis, les lundi, mercredi et vendredi, et seront répétées les mêmes jours, à sept heures du soir.

#### AVIS.

MM. les actionnaires des fonderies de Vaucluse, sont prévenus que pour se conformer à l'article 37 du nouveau Code de commerce, concernant les Sociétés par action, et obtenir l'autorisation prescrite, il devient nécessaire de donner une nouvelle forme, tant aux statuts et réglemens de la Société, qu'aux actions elles-mêmes.

A cet effet, il y aura, le 31 mai prochain, à midi précis, dans le local de la direction-générale, rue Bergère, n<sup>o</sup> 10, à Paris, une assemblée générale de tous les intéressés porteurs d'une ou de plusieurs actions, qui sont invités de vouloir bien en faire le dépôt au bureau de la direction, huit jours à l'avance, contre le récépissé qui leur sera fourni.

Messieurs les actionnaires sont aussi prévenus que le paiement du premier semestre de 1808 se fera, à bureau ouvert, à la direction générale à commencer du 16 mai prochain de 11 heures à 2 heures.

Paris, le 21 avril 1808.

Le directeur-général, B. L. FOULD.

MARTIN fils d'ANDRÉ, censeur.

DOMINIQUE ANDRÉ, conseil.

#### LIVRES DIVERS.

*Leçons élémentaires de Botanique*, à l'usage des cours publics et particuliers, et des écoles ou Lycées ; contenant les principes de la physique végétale, l'exposition des méthodes les plus usitées, et des principales familles naturelles. Par J. C. Philibert. Nouvelle édition. Un gros vol. in-8<sup>o</sup> ; sur pap. fin d'Anvergne, 6 fr., et franc de port, 7 fr. 75 c.

A Paris, chez Dentu, imprimeur-libraire, éditeur de la *Géographie de Pinkerton*, rue du Pont-de-Lodi, n<sup>o</sup> 3.

On trouve chez le même libraire :

*Introduction à l'étude de la Botanique*, par le même auteur, trois volumes in-8<sup>o</sup>, ornés de dix planches, 18 fr.

*Idem*, avec les figures coloriées, 21 fr.

*Idem*, papier grand-raisin double, figures coloriées, 42 fr.

Pour recevoir franc de port il faut ajouter 5 fr.

#### COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

##### EFFETS PUBLICS.

Cinq pour 100 j. du 22 mars 1808	87 fr. 60 c.
<i>Idem</i> Jouis du 22 sept. 1808	84 fr. 70 c.
Bons de remboursement	fr. c.
Provisoire	fr. c.
Bons an 7	fr. c.
Bons an 8	fr. c.
Rescrip. pour rachat de rentes fonc.	fr. c.
<i>Idem</i> . Non réclamées dans les dép.	fr. c.
Act. de la B. de Fr.	1355 fr. c.

##### Entreprises particulières.

Actions des Ponts, j. du 1 <sup>er</sup> avril	fr. c.
Actions des fonderies de Vaucluse	fr. c.

#### SPECTACLES.

*Académie impériale de Musique.* Aujourd'hui, Relâche. — Mardi, la 1<sup>re</sup> repr. d'Aristippe, opéra en 2 actes, et le Retour de Zéphyre. M. Anathole, élève de M. Coulon, débutera par le rôle de Zéphyre.

*Théâtre-Français.* Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui,

*Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois.* Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui le Déserteur, et les Folies amoureuses. — Mercredi, la 1<sup>re</sup> repr. des deux Frères-Maçons, ou les Coups du Hazard, fait historique en 3 actes, en prose.

*Théâtre de l'Opéra-Comique.* Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui,

*Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres.* Aujourd'hui l'Etourderie, Haine aux Femmes, et la Marchande de Modes.

*Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple.* Aujourd'hui Peau-d'Ane, et la Famille de Jobards.

*Ambigu-Comique, boulevard du Temple.* Aujourd'hui l'Héroïne américaine, et Sakkem.

*Cirque Olympique* de MM. Franconi fils. Aujourd'hui Grands exercices d'équitation, la scène du Tailleur gascon, et les Quatre Fils Aymon. — Incessamment les Centaures.

*Salon Monansier, Palais-Royal.* Aujourd'hui, danse sur la corde tendue, et exercices extraordinaires des Chiens et Singes savants. Trois scènes nouvelles, par des singes et chiens nouveaux.

*Tivoli, Chaussée d'Antin, rue Saint-Lazare.* Fête champêtre. A quatre heures, les Jeux, Courses sur l'eau. A cinq, les Spectacles, le prix du Dragon. A six, Fanfare, Serenade, Concert, Danses, Expériences de M. Préjean, Vue pittoresque et mécanique de M. Dupont, Opticographie de M. Gadois, Expériences de M. Olivier. Exercices de MM. Forioso, Porte, Longuemare ; M<sup>me</sup> Forioso, sœur. Inter-mèdes chantés par le Grimacier. Feu d'artifice, repr. le Temple de Zéphire, le Combat du Soleil, et la Salamandre, par M. Forioso. — Les Fêtes ont lieu, sans interruption, les dimanche et jeudi, eu égard au vaste salon ; les lundi des Fêtes champêtres. — Le Jardin est ouvert tous les jours, depuis 5 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir. Le restaurateur a fait construire des cabinets particuliers.

*Panorama.* Les vues d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à six. — La vue de Naples est exposée dans une 3<sup>e</sup> rotonde. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

*Panharmonicon, cour des Fontaines, n<sup>o</sup> 1.* Grand Concert d'harmonie, tous les jours à huit heures du soir.

*Cabinet de Physique et de Fantasmagorie de M. le Breton, rue Bonaparte, à l'ancienne Abbaye Saint-Germain, vis-à-vis la poste aux chevaux.* Ce Cabinet est ouvert tous les mercredi, vendredi et dimanche, à sept heures du soir, à huit heures les expériences de physique, à neuf heures la fantasmagorie. — On terminera par un orage, et la danse des sorciers. — Prix, 3 fr., et 1 fr. 50 cent.